



ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE)
131, rue Ofé, Tokoin Casablanca, B.P : 8823
Tél : 2200112 / 9216740
Fax : 222 06 48
Email : yvetogo@hotmail.com

PROJET CENTRE DE RESSOURCE POUR DES SOLUTIONS DURABLES D'ENERGIE

EVALUATION A MI-PAROURS



Décembre 2010

Etude réalisée par :



ENVI-DÉVELOPPEMENT

Tél: (228) 903 87 15/233 13 20
Fax: (228) 222 17 32
Email: envi.developpement@gmail.com
04BP: 614 Lomé, Togo

Sommaire

Introduction.....	1
I. Présentation du Projet « Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie »	2
1.1. Origine du projet.....	2
1.2. Objectif global du projet.....	3
1.3. Objectifs spécifiques.....	3
1.4. Résultats poursuivis	4
1.5. Indicateurs	4
1.6. Principales parties prenantes	5
1.7. Principales activités du projet.....	6
1.8. Structure organisationnelle	6
1.9. Financement des activités	7
II. Méthodologie.....	9
2.1. Analyse des rapports.....	9
2.2. Entretiens.....	9
2.3. Indicateurs utilisés dans l'évaluation du projet.....	10
2.4. Difficultés rencontrées	10
III. Présentation de l'évaluation du projet « Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie ».....	11
3.1. Projet	11
3.2. Organisation	11
3.3. Conduite.....	13
3.4. Résultats	14
3.5. Analyse générale des résultats intermédiaires obtenus.....	15
3.6. Impacts.....	27
3.7. Collaboration entre partenaires.....	29
3.8. Affermissement institutionnel.....	30
3.9. Durabilité : potentialités et blocages.....	32
Conclusions et recommandations.....	38
Annexes.....	41

Liste des planches

Planche 1 : Artistes de la chanson sur scène	13
Planche 2 : Echange entre le Directeur du Cabinet du MERF et le Directeur Exécutif de l'ONG JVE (a), officiels participant aux cérémonies d'ouverture de la FEEL 2 (b).....	30
Planche 3 : Réalisation d'une émission audio-visuelle.....	31

Table des tableaux

Tableau 1: Situation sur les foyers améliorés et les lampes solaires.....	16
Tableau 2: Niveau de réalisation des activités prévues.....	18
Tableau 3 : Niveau de consommation budgétaire en 2009.....	23
Tableau 4 : Niveau de consommation budgétaire en 2010 (janvier-juin)	25
Tableau 5: Sociétés de distribution d'équipements solaires	28
Tableau 6 : Synthèse de la réaction des acteurs.....	34

Sigles et abréviations

NNV : Norges Naturvernforbund

ONG JVE : Organisation non Gouvernementale

SYTREBACT : Syndicat des Travailleurs de Bois et Activités Connexes du
Togo

CLO : Comité Local d'Orientation

Introduction

Le projet « Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie » a été initié par l'ONG JVE en partenariat avec NNV. Ce projet bénéficie de l'appui financier de NORAD. Il a connu une première phase pilote de 2006 à 2008. Cette deuxième phase qui fait l'objet d'évaluation à mi-parcours a démarré en janvier 2009 avec la signature de la convention de financement le 10 juin 2009.

La durée prévisionnelle du projet est de trois ans (3 ans), soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2011.

Il a pour objectif principal la réduction du déboisement et la facilitation pour les populations défavorisées du Togo à accéder à une énergie fiable et écologique et à la connaissance concernant l'énergie aux fins d'améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, spécifiquement, le projet permet de :

- réduire les barrières importantes à l'utilisation répandue des technologies alternatives, économiques et efficaces, pour la cuisine, l'éclairage et la pasteurisation de l'eau ;
- augmenter la capacité des parties prenantes identifiées à utiliser et à promouvoir les énergies renouvelables.

Il comprend huit (08) composantes majeures que sont :

1. désinfection de l'eau et cuiseur solaire ;
2. foyers améliorés ;
3. lumière solaire et énergie verte ;
4. partenariat avec SYTREBACT (syndicat des travailleurs de bois et activités connexes du Togo) et diversification des opportunités d'emplois ;
5. microfinance ;
6. centre de ressources ;
7. visibilité, communication & réseau ;
8. éducation scolaire.

Puis le suivi et la surveillance adéquats des activités du projet.

La coordination technique du projet est assurée par une équipe de projet placée sous la supervision du Directeur Exécutif de l'ONG JVE. L'équipe de coordination est relayée au niveau local plus précisément à Vogon par l'équipe de l'antenne de Vo.

Le Conseil d'Administration de l'ONG JVE assume la mission de comité de pilotage et d'ordonnateur principal (Président du CA).

Par ailleurs, une mission d'assistance technique est assurée par NNV dans le cadre dudit projet.

Dans le cadre de la gestion du projet, il est prévu d'effectuer une évaluation ex-post. Mais pour donner de nouvelles orientations au projet après dix-huit mois d'exécution, une évaluation à mi-parcours a été convenue entre le partenaire NNV et l'ONG JVE.

L'évaluation à mi-parcours, objet du présent rapport, a été commanditée par la Direction Exécutive de l'ONG JVE au début du mois d'octobre 2010.

Au demeurant, l'exercice d'évaluation à mi-parcours que nous avons mené ne l'est pas à proprement parler. Par rapport au temps et à la durée du projet, il s'agissait d'une évaluation à 7/12 de parcours. En tout état de cause, nous avons porté notre analyse sur une échelle de temps qui va de janvier 2009 à octobre 2010.

Pour rendre compte des résultats de cette mission, le présent rapport est structuré en quatre grandes parties :

- la présentation du projet pour permettre aux personnes externes de pouvoir appréhender les composantes du projet et de situer l'objet de l'évaluation ;
- la méthodologie ;
- la présentation des résultats de l'évaluation ;
- les conclusions et recommandations.

I. Présentation du Projet « Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie »

1.1. Origine du projet

Le projet prend appui sur les résultats obtenus durant la période 2006-2008 en enclenchant un effet démultiplicateur tout en innovant d'autres pistes de solutions.

En effet, au Togo où 72,6 % de la population est pauvre et 54,7 % extrêmement pauvre (PNUD, 2006), plus de 80 % des besoins en énergie sont tirés de la biomasse, ce qui a un impact important sur les ressources ligneuses des forêts. En plus du réchauffement climatique et de ses conséquences, le déboisement et la désertification constituent une menace sérieuse à la biodiversité. La plupart des forêts du Togo ont été dégradées et sont régulièrement soumises à la coupe massive et aux feux de brousse. Même les réserves forestières sont envahies par des populations cherchant le bois de chauffage et du bois pour la production de charbon de bois. Entre 2000 et 2005 le Togo avait un des taux de déboisement les

plus élevés du monde et depuis 1990, environ 43,6% de ses forêts ont été perdues (Mongabay 2005). Pour les 15.000 ha déboisés annuellement, seulement 1.000 ha sont reboisés. Selon les projections du Plan National d'Action d'Environnementale, si la tendance actuelle devait continuer, le pays aura perdu toutes ses forêts en 2020 avec une demande annuelle de 477 kilotonnes de charbon de bois et 2.864 kilotonnes de bois de chauffage. La situation, sinistre pour la population, est résumée par le proverbe local : « Quand le dernier arbre mourra, le dernier homme mourra avec ». Sans aucun doute, interrompre le déboisement est la façon la plus efficace d'assurer un environnement viable et d'ouvrir des opportunités pour le développement économique des défavorisés.

Par ailleurs, en raison du manque d'accès à l'électricité moderne, les familles n'ont pas d'autres choix que d'utiliser les lampes à pétrole, dangereuses pour l'homme et l'environnement mais excessivement néfastes aux petites économies familiales. Une étude révèle qu'en moyenne les familles dépensent autour de 4.000 F CFA par mois (9,2 USD) pour l'achat du pétrole utilisé dans les lampes, soit presque la moitié de leur revenu total (Saskia de Melker, 2006).

Des solutions à ces problèmes existent et sont connues dans une certaine mesure, mais la capacité pour agir efficacement et l'appui politique manquent manifestement. De plus, la forte intensité lumineuse dans le pays, évaluée à 6-7 KWH/m²/jour, est une opportunité pour le développement d'applications solaires, photovoltaïques ou thermiques.

Aussi à partir des expériences des années 2006, 2007 et 2008, Norges Naturvernforbund (NNV) et JVE sont convaincus que l'installation d'un Centre de Développement et la promotion des solutions aux problèmes d'énergie aideront significativement beaucoup de communautés en leur permettant de passer de la pauvreté en énergie à la disponibilité en énergie.

1.2. Objectif global du projet

Le projet « Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie » vise la réduction du déboisement et la facilitation pour les populations défavorisées du Togo à accéder à une énergie fiable et écologique et à la connaissance concernant l'énergie aux fins d'améliorer leurs conditions de vie.

Sa réalisation couvre la période de trois ans, de janvier 2009 à décembre 2011.

1.3. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques que vise le projet sont :

- réduire les barrières importantes à l'utilisation répandue des technologies alternatives, économiques et efficaces, pour la cuisine, l'éclairage et la pasteurisation de l'eau ;
- augmenter la capacité des parties prenantes identifiées à utiliser et à promouvoir les énergies renouvelables.

Pour atteindre ces objectifs, le document de projet a retenu huit principales composantes que sont :

- désinfection de l'eau et cuiseur solaire ;
- foyers améliorés ;
- lumière solaire et énergie verte ;
- partenariat avec SYTREBACT (syndicat des travailleurs de bois et des activités connexes du Togo) et diversification des opportunités d'emplois ;
- microfinance ;
- centre de ressources ;
- visibilité, communication & réseau ;
- éducation scolaire.

1.4. Résultats poursuivis

Les résultats escomptés dans le cadre de la réalisation du projet sont :

- a. Réduction de barrières importantes à l'utilisation répandue des technologies alternatives, économiques et efficaces, pour la cuisine, l'éclairage et la désinfection de l'eau.
- b. Augmentation de la capacité des parties prenantes indiquées à utiliser et à promouvoir les énergies renouvelables.

1.5. Indicateurs

- a. Indicateurs pour le résultat 1
 - une boutique est établie, où ces technologies sont disponibles ;
 - les coûts d'utilisation de ces technologies sont connus ;
 - les économies obtenues grâce à l'application de ces technologies par rapport aux technologies conventionnelles sont connues ;
 - l'augmentation de l'utilisation par les ménages des équipements solaires ;

- les données scientifiquement prouvées sur la pertinence de la diversification de l'énergie au Togo sont disponibles.

b. Indicateurs pour le résultat 2

- une variété de groupes de parties prenantes (des organisations de développement, des entreprises privées, des autorités et des médias) a assisté à différentes démonstrations et présentations des technologies alternatives ;
- les parties prenantes ont accès aux informations autour des défis et des actions nécessaires sur l'énergie et le climat et sont impliquées dans des actions ;
- les producteurs, les vendeurs et les utilisateurs finaux développent des expériences dans l'application des diverses technologies d'énergies renouvelables ;
- les enseignants, les élèves et les jeunes prennent part activement aux activités liées à l'énergie et au climat ;
- le Gouvernement collabore avec des parties prenantes dans la promotion des énergies renouvelables.

1.6. Principales parties prenantes

Plusieurs acteurs ont pris part au processus de réalisation du projet. Les principales parties prenantes identifiées sont :

- les groupements féminins de Vogan ;
- le comité local d'orientation (CLO) du projet mis en place à Vogan ;
- le comité de relecture du document d'éducation à l'environnement ;
- les ONG ayant participé aux ateliers de formation et autres activités ;
- les entreprises de vente ou de recherche des énergies renouvelables au Togo ;
- les ministères de l'Energie, de l'Environnement, de l'Education et de l'Agriculture ;
- le bureau exécutif de JVE, notamment l'équipe basée à Vogan (les volontaires expatriés ayant servi sur le projet également) ;
- les consommateurs des produits déjà promus par le projet ;
- les organisations partenaires : SYTREBACT, la société de fabrication de foyers améliorés (SYTAP-Afrique) ;
- le Conseil d'Administration ;

- les membres de JVE Togo ;
- NNV.

1.7. Principales activités du projet

Les principales activités menées dans le cadre du projet au cours des deux premières années sont :

- Désinfection de l'eau et cuiseurs solaires ;
- Foyers améliorés ;
- Lumière solaire et énergie verte ;
- Partenariat avec SYTREBACT (Syndicat des travailleurs de bois et des activités connexes du Togo) et diversification des opportunités d'emplois ;
- Micro-finance ;
- Centre de ressources ;
- Visibilité, communication & réseau ;
- Education scolaire ;
- Suivi et surveillance adéquats.

1.8. Structure organisationnelle

L'arrangement institutionnel du projet repose sur :

Un comité de pilotage et une coordination technique nationale assistée d'une équipe d'antenne de Vo.

1.8.1 Comité de pilotage

La mission du comité de pilotage et de suivi est assurée par le Conseil d'administration de l'ONG JVE. Cette mission consiste en la supervision de la mise en œuvre du projet, l'ordonnancement des dépenses et le suivi sanctionné par les rapports.

1.8.2 Coordination technique :

Coordination technique nationale :

1. Sena ALOUKA : Coordinateur du Projet ;
2. Dodzi KAMETI-ATI : Socio-environmentaliste, Superviseur du Projet ;

3. Daniel N. YEHOUESSI : Technicien Supérieur en Comptabilité et Gestion des entreprises, Comptable ;
4. Mattia GUIDIHOUN : Technicien supérieur en Génie électrique, Chargée des applications des énergies renouvelables ;
5. Justin ONIPOH : Physicien Informaticien, Assistant de recherches aux applications des énergies renouvelables ;
6. Noufoh DARE : Environnementaliste, Chargée de SODIS ;
7. Ayeto DJAMDO : Environnementaliste, Chargé du Programme Ecologie et Conscience (SPARE) ;
8. Severin APEDJAGBO : Climatologue, chargé de la mobilisation des acteurs des OSC.

L'équipe de l'antenne de Vo est composée de :

1. Simone ZOTCHI : Sociologue, chargée de la Coordination antenne Vo ;
2. Eyram EKLU : Secrétaire-caissière ;
3. A. Koffi BIOSSE : Agent de promotion sociale, Animateur principal ;
4. Enyonam SESSOU : Responsable marketing, chargée de recouvrement ;
5. Kodjo NUTSUDJIE : Ingénieur-adjoint en agronomie, Chargé de formation et de reboisement.

1.9. Financement des activités

Le projet a bénéficié d'un financement global grâce à une ligne budgétaire alimentée par les fonds mobilisés par NNV.

Les fonds sont mis à la disposition de l'ONG JVE sur la base d'un planning annuel :

- en 2009 : NOK 510 000 réparti comme suit :

- ONG JVE : NOK 450 ;
- NNV : NOK 60 000 (appui technique) ;
- en 2010 : NOK 560 000.
 - ONG JVE : NOK 505 000 ;
 - NNV : NOK 55 000 (appui technique) ;

Le décaissement s'opère en deux tranches de 50% à la signature du contrat et 50% à la transmission des premiers rapports semestriels (narratif et financier).

Le principal bailleur est NORAD.

II. Méthodologie

L'approche méthodologique a consisté en :

- la recherche documentaire (exploitation du document de projet, des rapports d'activité) ;
- des rencontres avec les responsables de l'ONG, des structures partenaires, des femmes bénéficiaires, des focus groupes ;
- l'interprétation des informations recueillies ;
- la validation des informations ;
- la mise en format intelligible des informations : rapports.

2.1. Analyse des rapports

Le document du projet, les rapports d'activité, les plannings et d'autres documents mis à notre disposition par l'ONG ont été exploités pour appréhender les avancées du projet et sa méthodologie d'intervention.

2.2. Entretiens

Ces entretiens se sont déroulés principalement à Lomé au siège, à Vogon et à l'intérieur du pays auprès des groupes cibles ci-après:

Responsable du projet

- des rencontres avec le Directeur Exécutif, le Coordonnateur du Projet et les membres de l'équipe de projet à Lomé et à Vogon ;
- des rencontres avec le Président du Conseil d'Administration, la Secrétaire Générale et conseillère aux projets.

Bénéficiaires du projet

- des entretiens avec les groupes féminins dans la préfecture de Vo et à Lomé lors de la foire FFEL 2 en 2010
- des témoignages des femmes bénéficiaires des lampes solaires ;
- des visites dans cinq villages ;

Partenaires locaux

- un entretien avec le Directeur de la radio Citadelle ;
- un entretien avec le Directeur Préfectoral de l'environnement et ses collaborateurs ;
- un entretien avec le Directeur Préfectoral des Affaires Sociales /Vo ;

Partenaire extérieur

- questionnaire soumis à NNV ;

Focus groupes

- des enquêtes individuelles auprès de certains directeurs régionaux de l'environnement ;
- des enquêtes individuelles auprès de certains responsables d'ONG ;

- des visites et entretiens lors de la foire expo énergies vertes de Lomé 2010.

2.3. Indicateurs utilisés dans l'évaluation du projet

L'évaluation du projet ne s'est pas limitée aux indicateurs prévus. D'autres aspects tels que l'efficacité et l'efficacité des actions, la viabilité et la durabilité du projet sont également abordés.

2.4. Durée de la mission

La mission s'est déroulée du 11 octobre au 26 novembre 2010.

2.5. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés auxquelles l'équipe de mission s'est confrontée sont :

- le problème de calendrier au niveau des rencontres programmées avec les intervenants sur le projet ;
- le non respect dans les rapports des formulations des principales composantes du projet ;
- la plupart des documents était en anglais, nécessitant des traductions préalables ;
- la confusion que font certains employés entre les activités du projet Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie et celles des autres projets en cours d'exécution au niveau de l'ONG ;
- l'insuffisante précision des indicateurs ;
- l'insuffisance du temps accordé à la mission ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées pour la mission.

III. Présentation de l'évaluation du projet « Centre de ressources pour des solutions durables d'énergie »

3.1. Projet

Les activités prévues sont dans leur ensemble adaptées et compatibles avec les besoins des groupes cibles. Ces activités sont pertinentes au regard de la situation de dégradation des ressources forestières et aux problèmes d'accès à l'énergie. La majorité des acteurs nationaux interviewés sont unanimes sur ce point.

Au niveau des activités prévues en 2009, globalement les ressources financières sont suffisantes excepté les lignes budgétaires Centre de Ressource (118%), Visibilité, Communication&Réseau (176%), Education scolaire/SPARE (129%). Le faible taux de consommation budgétaire inférieur à 30% au niveau de Désinfection de l'eau et cuiseurs solaires, Lumière solaire et énergie verte s'explique par plusieurs facteurs distincts.

Mais la consommation budgétaire globale de l'année 2009 est de 100%. Ce taux résulte du fait qu'il y ait eu des réaffectations entre lignes budgétaires avec le consentement du partenaire NNV. Néanmoins, l'analyse des activités dont les dépenses dépassent les prévisions révèle une sous évaluation de l'importance et des besoins de certaines sous-activités lors du montage du projet.

Aussi faut-il retenir par rapport au faible taux de consommation budgétaire au cours des six premiers mois de 2010 qu'il y a quelques disfonctionnement dans la gestion du projet. Dès lors que les frais de fonctionnement connaissent un taux de consommation de 70%, il est anormal que la moyenne des taux de consommation des lignes budgétaires soit inférieure à 37%.

La persistance du faible niveau de consommation de lignes budgétaires Désinfection de l'eau et cuiseurs solaires et Micro-finance pose le problème de la pertinence de ces activités, de leur maintien dans le projet ou de leur réorientation.

3.2. Organisation

L'arrangement institutionnel de gestion du projet est bien défini. Mais il n'est pas clair au niveau de la mission du comité de pilotage et de la répartition des responsabilités entre le coordonateur national, le superviseur et la responsable d'antenne. Des difficultés d'échange d'informations entre le coordonateur national, le superviseur, la responsable d'antenne et le responsable financier ont été identifiées.

Le projet dispose de compétences en nombre et en qualité. L'équipe de projet est composée de 12 personnes à Lomé et Vogan. Cette équipe est pluridisciplinaire allant d'environnementaliste à l'agent de promotion sociale en passant par des sociologues et ingénieur en énergie. Mais la majorité de ses membres souffrent des insuffisances en matière de maîtrise des outils de gestion de projet notamment de suivi-évaluation. L'équipe devra être renforcée par l'arrivée d'un spécialiste en suivi-évaluation et bénéficier d'une formation sur la maîtrise des outils de gestion de projet et de suivi-évaluation.

Il y a eu acquisition d'équipements de bureau, des micro-ordinateurs, des engins roulants à deux roues motorisés et aménagements des bureaux à Lomé et Vogan puis installation de deux magasins, (un à Lomé et l'autre à Vogan).

Globalement les moyens disponibles permettent à l'ONG JVE d'assumer sa mission, mais ces moyens restent insuffisants et certains sont inadaptés par rapport aux réalités du terrain, cas des motos mises à la disposition de l'antenne de Vo. Aussi, pour améliorer la performance des interventions, faudra-t-il renforcer :

- les équipements de bureau par l'acquisition de chaises plus ou moins confortables ;
- les moyens de déplacement par l'acquisition d'un véhicule à quatre roues (pickup) et de quatre motos adaptées au terrain ;
- les fournitures de bureau.

En somme, au niveau organisationnel, une recombinaison de l'équipe technique s'impose :

- ***Un coordinateur national du projet ;***
 - ***Coordination technique des activités du projet ;***
- ***Un assistant technique chargé de suivi-évaluation et de la capitalisation des acquis ;***
- ***Un assistant technique chargé de communication et de la formation ;***
 - ***Visibilité ;***
 - ***Communication ;***
 - ***Sensibilisation ;***
 - ***Formation.***
- ***Un assistant technique chargé des énergies renouvelables ;***
 - ***Lumière solaire et énergie verte***
 - ***Foyers améliorés***

- *Désinfection de l'eau*

A ces membres de l'équipe viendront s'ajouter un comptable, un secrétaire caissier (à temps partiel) puis un responsable de magasin à Lomé ainsi que l'équipe d'antenne de Vo composée d'un animateur chargé de vulgarisation et de formation(chef d'antenne), responsable de magasin.

Ce qui suppose que l'équipe devra être renforcée par l'arrivée d'un spécialiste en suivi-évaluation.

Les membres de l'équipe technique devront bénéficier d'une formation sur la maîtrise des outils de gestion de projet et de suivi-évaluation.

Enfin, cette équipe technique devra être placée sous la supervision d'un comité de pilotage formellement institué.

3.3. Conduite

La méthodologie utilisée bien qu'elle ne soit pas clairement définie dans le document de projet reste adaptée au contexte du Togo. Au niveau local, notamment à Vo, l'approche d'implication des partenaires locaux (directeurs préfectoraux de l'environnement et des affaires sociales et ONG locales), est très forte et très appréciée par les acteurs.

La participation des groupes de femmes est effective et bénéfique pour le projet. Au niveau des actions d'IEC, les jeunes sont fortement impliqués comme en témoigne la présence de ces jeunes aux différents rencontres et événements.

L'engagement des jeunes artistes de la chanson constitue également un atout dans la transmission des messages. Le partenariat local est renforcé en matière d'information, d'éducation et de communication par l'entente avec la radio Citadelle de Vo.



Planche 1 : Artistes de la chanson sur scène

Dans le cadre des activités non prévues, des actions de plaidoyer ont été menées à travers des rencontres avec les décideurs, l'association des décideurs aux événements et séminaires organisés, des settings, des journées d'action en faveur du climat (marathon pour le climat).

Le suivi et l'évaluation interne dans leur ensemble ont connu l'évolution préétablie avec la production des rapports d'activités et financiers. Ces rapports ont été compilés et transmis périodiquement au partenaire NNV. Les rapports d'activités ne précisent pas souvent le niveau d'atteinte des objectifs et les indicateurs n'ont pas servi à faire le suivi approprié. L'absence d'un canevas clair de présentation des rapports et l'imprécision des indicateurs ont influencé négativement le processus de suivi. Aucune information sur l'évaluation interne du projet n'a été recueillie. Les outils appropriés de suivi et d'évaluation interne semblent faire défaut à la méthode de gestion du projet.

Les facteurs externes ont joué positivement dans la mise en œuvre des actions du projet :

- les effets des dernières inondations au Togo présumées liées aux changements climatiques ;
- l'organisation du sommet de Copenhague et la forte publicité autour de son échec.

Certains facteurs externes ont joué négativement sur le projet, entre autres :

- l'absence d'une politique, d'un cadre institutionnel, juridique et programmatif de promotion des énergies renouvelables au Togo ;
- les coûts exorbitants des équipements d'énergie solaire qui sont généralement importés ;
- le faible pouvoir d'achat des populations ;
- la disponibilité et l'accès facile à la biomasse énergie.

3.4. Résultats

En matière d'information, la majorité de la population togolaise et notamment les femmes ont pu suivre les émissions radiophoniques et audio-visuelles organisées. Spécifiquement, les femmes de groupements de la préfecture de Vo, soit environ 400 individus ont bénéficié de renforcement de capacités en matière de gestion des Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVE&C) et des ressources énergétiques puis sur l'utilisation de foyers améliorés, des lampes solaires, des cuiseurs solaires et du système de pasteurisation de l'eau.

Peu de lacunes ont été relevées, les principales sont :

- l'absence d'un véritable cadre de concertation réunissant les principaux acteurs et jouant le rôle du comité de pilotage ;
- le retard accusé dans l'exécution de certaines activités,
- la facilité d'affectation de ressources d'une ligne budgétaire à l'autre ;
- la sous-estimation des coûts de certaines activités lors du montage du document de projet avec comme corolaire les révisions budgétaires et les réaffectations de ressources ;
- l'absence d'une stratégie claire de pilotage de projet ;
- l'insuffisante participation des bénéficiaires lors du montage du document de projet ;
- la confusion que font certains employés de l'ONG JVE entre les activités dudit projet et celles des autres projets ;
- les barrières à l'implication effective de tous les membres de l'équipe à la gestion du projet ;
- les difficultés de partage d'informations au sein de l'équipe de projet.

3.5. Analyse générale des résultats intermédiaires obtenus

Globalement les résultats intermédiaires obtenus sont satisfaisants. Au niveau des principales activités, la réalisation est légèrement au dessus de 50%. La disparité devient plus grande au niveau des sous-activités, le niveau de réalisation est largement en dessous de 50% pour certaines activités, il oscille parfois entre 0 et 30% (tableau 2). Le niveau de réalisation étant nul pour certaines sous-activités, il y a lieu de s'interroger sur la faisabilité de la conduite de ces activités et la nécessité de les reconduire pour les années à venir. Mais pour que cette analyse soit complète, référons nous aux taux de consommation budgétaire (tableau 3). La consommation budgétaire au cours de l'année 2009 est d'un niveau évalué à 100%. C'est la preuve d'une bonne progression et exécution des activités prévue, vue sous un angle global. Spécifiquement, certaines activités ont connu une bonne exécution accompagnés de résultats satisfaisants, il s'agit de :

- en 2009 : Foyers améliorés, Partenariat avec SYTREBACT, Centre de ressources, Visibilité-communication & réseau, Education scolaire/SPARE.
- en 2010 : Centre de ressources, Visibilité-communication & réseau, Education scolaire/SPARE.

Tableau 1: Situation sur les foyers améliorés et les lampes solaires

Equipements	2009		2010	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Foyers améliorés	100	72	2000	410
Lampes solaires		8	100	210

Commentaire :

- 2000 foyers améliorés prévus mais montant insuffisant
- 1041 foyers améliorés en décembre 2010 normalement

Les retenues sur les décaissements avant la fin de l'exercice pourront entraver la bonne exécution de certaines activités. Il aurait été souhaitable de s'accorder sur le décaissement total et après exécution, retourner les fonds recouverts sur les ventes au partenaire NNV/NORAD ou ces fonds pourront servir au financement (début) du nouvel exercice.

Pour d'autres activités telles que désinfection de l'eau et cuiseurs solaires, micro-finance et Syndicat des travailleurs de bois et des activités connexes du Togo (SYTREBACT) et diversification des opportunités d'emplois, les résultats restent très mitigés.

Malgré le dynamisme de l'équipe de projet et l'esprit de bénévolat qui anime ses membres, les résultats ne semblent pas être à la hauteur des efforts. Les moyens financiers et matériels mobilisés ne sont pas suffisants pour l'obtention des résultats corrélativement à l'importance des problèmes environnementaux auxquels il faut trouver des solutions appropriées.

Aussi faudra-t-il opter pour :

- ***l'abandon de certaines activités notamment cuiseurs solaires aux fin de la cuisson et le micro-financement ;***
- ***le renforcement des activités ci-après :***
 - ***Désinfection de l'eau ;***
 - ***Foyers améliorés ;***
 - ***Lumière solaire et énergie verte ;***
 - ***Centre de ressources ;***
 - ***Visibilité & communication & réseau ;***
 - ***Education scolaire/ SPARE ;***

- *la vulgarisation des cuiseurs solaires aux fins de pasteurisation de l'eau ;*
- *la reformulation de l'activité partenariat avec SYTREBACT et diversification des opportunités d'emplois qui sera davantage axée sur l'amélioration des techniques de carbonisation, l'appropriation des techniques de production éprouvées et plus rentables et l'appui au développement de plantations privées ;*
- *le développement et la mise en œuvre des mécanismes de subvention des équipements aux démunis.*

Tableau 2: Niveau de réalisation des activités prévues

Désignation (activités et sous activités)	Mesure des IOV ¹	Niveau de réalisation		Observations
		2009	2010	
Résultat 1: Désinfection de l'eau et cuiseur solaire				
1. Production et vulgarisation de cuiseurs solaires dans les groupes de femmes créés et actifs.		30%	30%	Résultat largement en dessous de l'objectif
2. Marketing sur les cuiseurs solaires à travers différents canaux de communication pour garantir une utilisation efficace.		70%	60%	
3. Achèvement de l'étude scientifique sur l'efficacité et la solidité des techniques SODIS.			80%	
4. Extension du projet pilote:		50%		
a. Introduction de SODIS comme technologie additionnelle simplifiée de désinfection solaire de l'eau dans 10 écoles: avec 10 superviseurs, 100 promoteurs, 1000 ménages et plus de 11000 personnes (dont 3000 élèves).			55%	Aucune mention dans les rapports
b. Visibilité, communication, sensibilisation et formation pour les acteurs de l'eau dans le pays.		70%	75%	Réalisé en partie en janvier 2009
Résultat 2 : foyers améliorés	Une boutique est établie, où ces technologies sont disponibles. Les coûts d'utilisation de ces technologies sont connus. Les économies obtenues grâce à l'application de ces technologies par rapport aux technologies conventionnelles sont connues. Augmentation de l'utilisation par les ménages des équipements			
5. Identification et démonstration de fourneaux efficaces	Des données scientifiquement	35% ; 80%	100%	Les tests ou les études ont été réalisés,

¹ Les IOV spécifiques aux activités n'étaient pas prévus.

Désignation (activités et sous activités)	Mesure des IOV ¹	Niveau de réalisation		Observations
		2009	2010	
dans les 5 régions du pays.	prouvées sur la pertinence de la diversification de l'énergie au Togo sont disponibles			objectif plus ou moins atteint.
6. Atelier de formation de formateurs.			0%	Aucun atelier de formation des formateurs. Ici les raisons sont d'ordre budgétaire. Le montant prévu ne pourra pas assurer cette formation
7. Production de 2000 ICS.		10%	40%	Résultat en dessous de la moyenne.
8. Ouverture de 3 Magasins d'énergie verte à Lomé, Vogan et Kara pour une meilleure distribution des ICS et d'autres équipements d'énergie verte à travers le pays.		RAS	65%	Deux boutiques opérationnelles à Lomé et à Vogan, mais celle de Kara n'est pas encore ouverte
Résultat 3 : Lumière solaire et énergie verte	Une boutique est établie, où ces technologies sont disponibles. Augmentation de l'utilisation par les ménages des équipements solaires.			
9. Ouverture d'une boutique solaire (éventuellement à l'énergie solaire):		RAS	65%	Installation d'un conteneur boutique solaire dans l'enceinte de la JVE
a. Recrutement du responsable marketing.				Pas de responsable marketing recruté
b. Importation d'une grande variété d'équipements photovoltaïques.			60%	
c. Formation des cadres et principaux acteurs du secteur de l'énergie en développement des solutions d'éclairage.		95%	70%	Deux agents de JVE formés dans l'installation des systèmes de photo voltaïque.
10. Organisation de manifestations périodiques de communication et de sensibilisation.		60%	70%	Plusieurs séances de démonstration des utilisations de la lampe solaire ont été organisées en 2010
11. Importation de matériel de lampes solaires et locales montage.		55%	90%	
12. Accord de partenariat et recherche conjointe menée respectivement avec l'Université de Lomé/Faculté des Science/ Laboratoire solaire / Ecoles d'ingénierie sur			50%	Objectif largement non atteint, seulement début de partenariat

Désignation (activités et sous activités)	Mesure des IOV ¹	Niveau de réalisation		Observations
		2009	2010	
l'efficacité des solutions d'éclairage.				
Résultat 4 : Partenariat avec SYTREBACT (Syndicat des travailleurs de bois et des activités connexes du Togo) et diversification des opportunités d'emplois:	<p>Variété de groupes parties prenantes (des organisations de développement, des entreprises privées, des autorités et des médias) a assisté à différentes démonstration et présentations des technologies alternatives.</p> <p>Les parties prenantes ont accès aux informations autour des défis et des actions nécessaires sur l'énergie et le climat et sont impliquées dans des actions.</p> <p>Les producteurs, les vendeurs et les utilisateurs finaux développent des expériences dans l'application des diverses technologies d'énergie renouvelables.</p>			
13. Renforcement de la coopération à travers:		50%	60%	Un partenariat formel a été signé le 20 septembre 2009
a. Rédaction du plan conjoint d'action à long terme.				R.A.S
b. Aménagement/entretien des plantations initiales d'arbres.				R.A.S
c. Renforcement des capacités de reconversion:		50%	50%	Une étude diagnostic a été réalisée pour mieux organiser la reconversion de ces femmes
d. Formation de 20 femmes sur la production ICS et leur reconversion dans les affaires de l'énergie verte.				aucune formation n'a été faite ; aucune des femmes n'a été trouvée capable de suivre cette formation
14. Mise en place d'un réseau de distribution d'équipements d'énergie verte par le biais de divers réseaux régionaux de l'Organisation.				Aucune mention d'activité réalisée
15. Projet pilote de recherche et de formation sur la technique de production efficace de charbon de bois pour les membres de SYTREBACT.		50%	15%	Une étude a été faite pour orienter les activités

Désignation (activités et sous activités)	Mesure des IOV ¹	Niveau de réalisation		Observations
		2009	2010	
Résultat 5: Micro-finance				
16. Partenariat avec le système décentralisé de financement/caisses rurales (AVEC: Association villageoise d'épargne et de crédit) et les organisations expérimentées (Plan Togo, INADES-Formation).			65%	Promotion réalisée dans la préfecture de Vo avec les groupes de femmes
17. Formation de 3 membres du personnel au système de financement solidaire communautaire			80%	Formation inachevée
18. Visite d'échange de 21 leaders de groupes de femmes dans les zones de succès des projets CSS.			85%	En cours de préparation avec INADES FORMATION TOGO
19. Bourse immédiate pour les femmes, afin de leur permettre d'acheter des lampes solaires et d'accroître leur capacité économique.			80%	En cours
20. La recherche sur la pertinence de la CSS dans la promotion de la distribution d'équipements d'énergie solaire.		45%		Etude de faisabilité réalisée dans le Vo par FOCODEV
Résultat 6 : Centre de ressources				
21. Recrutement de personnel supplémentaire pour la coordination et le développement des applications d'énergie solaire.			80%	Recrutement tardif(2010), lenteur dans la mise en œuvre des décisions, retard dans la réalisation du projet
22. Fourniture de matériels de bureau nécessaires pour le Centre et autres bureaux du pays ou les magasins.		55%	70%	Ouverture d'une librairie où les informations sur le climat et les énergies renouvelables sont disponibles et d'une boutique où les foyers améliorés les équipements solaires sont disponibles. Il en est de même pour le centre de Vogan. JVE est donc en train de devenir un centre de ressources.
23. Equipement du bureau / centre avec mini-système d'énergie solaire et autres énergies renouvelables et solution énergétique efficiente pour une utilisation pratique et de démonstration.		0%	50%	Centre pas assez équipé en énergie solaire. Réalisation en cours mais très en retard à cause de la cherté des matériels solaires et du coup de leur importation. Boutique solaire alimentée à base de l'énergie solaire
Résultat 7 : Visibilité & communication & réseau	Le Gouvernement collabore avec des parties prenantes dans la promotion			

Désignation (activités et sous activités)	Mesure des IOV ¹	Niveau de réalisation		Observations
		2009	2010	
	des énergies renouvelables.			
24. Organisation d'atelier de formation et d'échange pour les branches locales JVE, les organisations partenaires concernées, les journalistes et les parlementaires.		90%	05%	Bien démarrée en 2009 mais régresse. L'écart de réalisation est trop grand(de 90% à 05%)
25. Appui à l'émergence d'une Alliance nationale Climat & Energie (principalement des organisations de base, les agriculteurs, les étudiants et les organisations confessionnelles) avec divers groupes de travail (adaptation, genre, jeunes, agriculture, énergie, sécurité alimentaire, assurances et marché du carbone, finances, etc.).			50%	Démarrée tardivement en 2010 Taux de réalisation moyen
26. Organisation de Foires Internationales sur les Energies Renouvelables Exhibition au Togo.			95%	Succès des foires
27. Amélioration des moyens/outils de visibilité du projet (mise à jour de site Web attrayant, des dépliants, des gadgets, des bannières, newsletters).			60%	Dépliants imprimés, site amélioré
28. Enregistrement / diffusion de 24 émissions radio-télévisées.		60%	75%	Emissions radiophoniques à Vogan et télévisées sur TV2. (Bonne couverture médiatique.)
Résultat 8 : Education scolaire:	Les enseignants, les élèves et les jeunes prennent part activement aux activités liées à l'énergie et le climat.	90%		
29. Mise en place d'un groupe de travail multidisciplinaire sur le climat et l'environnement pour prendre en charge SPARE Togo.			75%	Retard dans le démarrage
30. Production d'un kit pour les enseignants-climat (matériel didactique pour les étudiants et les enseignants sur l'énergie et le climat).				En cours de réalisation
31. Atelier de formation des enseignants volontaires et l'extension du Programme SPARE Togo à 10 écoles pilotes à l'intérieur du pays (allant au-delà de la zone géographique de la capitale) en cours.				Programme en cours par la mise en œuvre du programme Ecologie et Conscience dans plusieurs écoles.
32. Activités de promotion et de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation sur le climat (éducation à				Large diffusion de livres, de posters, de matériels vidéo sur l'énergie, le climat et

Désignation (activités et sous activités)	Mesure des IOV ¹	Niveau de réalisation		Observations
		2009	2010	
l'environnement en général) au Togo.				l'environnement
Résultat 9 : Suivi et surveillance adéquats				
33. Suivi du projet par le Conseil d'Administration JVE.		50%	55%	Pas suffisamment
34. Des audits indépendants des dépenses financières.		100%	Pas encore	Chronogramme respecté, réalisé pour l'exercice 2009.
35. Evaluation externe du projet.				Evaluation à mi-parcours en cours de réalisation

Tableau 3 : Niveau de consommation budgétaire en 2009

N°	Résultat	Budget prévu (1)	Dépenses engagées /Budget consommé (2)	Différence (1)-(2)	Taux de consommation	OBSERVATIONS
1	Résultats 1: Désinfection de l'eau et cuiseur solaire	2 089 705	588 194	1 501 511	28%	Faible consommation du budget, retard dans l'exécution des activités et signe de réticence probable des populations à l'appropriation de ces nouvelles techniques et équipements.
2	Résultat 2 : foyers améliorés	5 116 174	5 473 920	- 357 746	107%	Bon niveau de consommation du budget, signe d'acceptation des équipements proposés par les populations.
3	Résultat 3 : Lumière solaire et énergie verte	3 747 057	367 621	3 379 436	10%	Très faible consommation du budget, grand retard dans l'exécution des activités, signe des difficultés d'accès aux équipements au niveau local.
4	Résultat 4 : Syndicat des travailleurs de	1 008 823	556 750	452 073	55%	Très faible consommation du budget, grand retard dans l'exécution des activités,

	bois et de charbon de bois (SYTREBACT) et diversification des opportunités d'emplois:					signe d'une partielle adhésion des partenaires du bois et du non prise en compte de certains facteurs au préalable.
5	Résultat 5: Micro-finance					Activité non prévue pour l'année 2009
6	Résultat 6 : Centre de ressources	6 124 998	7 214 158	- 1 089 160	118%	Léger dépassement de la ligne budgétaire, signe d'une bonne conduite de l'activité malgré la non prise en compte de certains facteurs au préalable.
7	Résultat 7 : Visibilité & communication & réseau	5 044 116	8 860 025	- 3 815 909	176%	Dépassement très anormal de la ligne budgétaire, signe d'une sous-estimation des activités et de l'improvisation au niveau de certaines activités nouvelles ou d'une mauvaise appréciation de l'importance de l'activité lors du montage du projet
8	Résultat 8 : Education scolaire:	1 873 529	2 419 650	- 546 121	129%	Consommation au-delà de la prévision budgétaire, signe d'une sous-estimation des activités et de l'improvisation au niveau de certaines activités nouvelles
9	Résultat 9 : Suivi et surveillance adéquats	7 422 056	8 850 000	- 1 427 944	119%	Pas d'informations
	TOTAL	34 330 318	34 330 318		100%	Globalement, le niveau de consommation du budget est très satisfaisant.

Tableau 4 : Niveau de consommation budgétaire en 2010 (janvier-juin)

N°	Résultat	Budget prévu (1)	Dépenses engagées /Budget consommé (2)	Différence (1)-(2)	Taux de consommation	OBSERVATIONS
1	Résultats 1: Désinfection de l'eau et cuiseur solaire	2 508 752	110 538	2 398 214	4%	Très faible consommation du budget Grand retard dans l'exécution des activités
2	Résultat 2 : foyers améliorés	4 037 523	41 650	3 995 873	1%	Consommation du budget quasiment nulle Très grand retard dans l'exécution des activités
3	Résultat 3 : Lumière solaire et énergie verte	5 448 696	217 754	5 230 942	4%	Très faible consommation du budget Grand retard dans l'exécution des activités
4	Résultat 4 : Syndicat des travailleurs de bois et de charbon de bois (SYTREBACT) et diversification des opportunités d'emplois:	1 959 963	75 350	1 884 613	4%	Très faible consommation du budget Grand retard dans l'exécution des activités
5	Résultat 5: Micro-finance	2 743 948		2 743 948		Activité non démarrée
6	Résultat 6 : Centre de ressources	4 939 106	2 166 113	2 772 993	44%	Consommation moyenne du budget Progression moyenne des activités

N°	Résultat	Budget prévu (1)	Dépenses engagées /Budget consommé (2)	Différence (1)-(2)	Taux de consommation	OBSERVATIONS
7	Résultat 7 : Visibilité & communication & réseau	4 390 316	2 797 100	1 593 216	64%	Consommation budgétaire largement au dessus de la moyenne Très bonne progression des activités.
8	Résultat 8 : Education scolaire:	4 155 121	1 352 700	2 802 421	33%	Consommation acceptable Retard dans l'exécution des activités
9	Résultat 9 : Suivi et surveillance adéquats	11 367 784	7 929 616	3 438 168	70%	Forte utilisation des ressources de cette ligne budgétaire qui en principe est le repère de l'évolution dans le temps des activités corrélativement aux dépenses.
	<i>Bénéfices sur vente de Foyers améliorés et équipements solaires</i>	- 1 959 961				<i>Montant retenu au décaissement par le partenaire Peut influencer sur la réalisation des activités notamment l'acquisition d'équipements solaires et foyers améliorés : cette opération ne peut être envisagée qu'après vente des équipements.</i>
	TOTAL	39 591 248	14 690 821	24 900 427	37%	Globalement, retard inquiétant tant au niveau de la consommation du budget qu'au niveau de réalisation des activités

3.6. Impacts

Malgré la détermination des acteurs et la pertinence de ce projet, il semble trop tôt pour que l'on puisse apprécier réellement les impacts dudit projet surtout qu'il s'agit de l'environnement, de la déforestation, du climat et changement de comportement dans un contexte où la paupérisation ne cesse de gagner de terrain auprès des populations vulnérables. Néanmoins, faut-il retenir que les femmes des 21 groupements actifs dans la préfecture de Vo sont aujourd'hui conscientes de la nécessité de recourir à d'autres formes de sources d'énergie notamment le recours aux lampes solaires et foyers améliorés pour des motifs aussi étonnants révélateurs d'une évolution dans le changement de comportement : « Ces équipements nous sont tellement bénéfiques du fait de la réduction des dépenses liées à l'achat de pétrole, l'éclairage plus étendue, d'une bonne visibilité, de l'absence de fumée qui nous faisait mal aux yeux. Certains voisins qui ne possèdent pas encore en profitent ».

L'utilisation des lampes solaires et foyers améliorés a contribué à l'amélioration des conditions de travail et de vie des femmes bénéficiaires de ces équipements.

Les actions d'information et de sensibilisation ont suscité chez certains togolais le désir de recourir aux équipements et installations solaires. Malgré leurs coûts, ce désir s'est transformé en une demande qu'une demi-douzaine de sociétés privées de distribution essaient de satisfaire en introduisant sur le marché togolais une gamme variée d'équipements solaires. Certaines rues de Lomé, des parcs auto dans la zone portuaire, des résidences privées sont dotés de lampadaires solaires.

Malgré ses tentatives, la proportion d'utilisation d'énergie solaire dans le secteur énergétique au Togo reste toujours très faible.

Les principales leçons tirées de la mise en œuvre dudit projet sont :

- l'initiative du projet constitue un acte précurseur dans un contexte socioculturel et politique caractérisé par un vide politique, stratégique, institutionnel et juridique de promotion des énergies renouvelables au plan national.
- l'apparition sur le marché de sociétés de distribution d'équipements (tableau 5) :

Tableau 5: Sociétés de distribution d'équipements solaires

Structure	Domaines d'intervention	Adresses			Couverture géographique
Mono Eco Green SA	Importation and setting up of solar energy equipments	B.P. 60710 Lomé- TOGO	(+228) 230 43 69 / 220 33 80		International
CEMIAG Sarl	Importation and setting up of solar and thermal energy equipments	04 B.P.10 Lomé - TOGO	(+228) 904 02 94 / 336 22 85	vickosiak @yahoo.f r	International
Genie Electrique Togo(GET)	Importation and setting up of solar and thermal energy equipments	08 B.P. 81093 Lomé- TOGO			national
Comptoir Electrique (COMELEC)	Importation and setting up of solar and thermal energy equipments	B.P. 80216 Lomé- TOGO	(+228) 221 13 25 / 221 75 24	comelec @laposte. tg	International
Soleil Energie (Solar Energy)	-Importation and Setting up of solar energy equipments	07 B.P. 12860 Lomé- TOGO	(+228) 905 04 60 / 227 94 57	Lare_da messenou @yahoo.f r	International

Outres les structures ci-dessus, les acteurs suivants interviennent dans la distribution des équipements des énergies renouvelables : PES-TOGO, ESTN, AFRIMATIC TECHNOLOGIE, T2A, SOLARTEC, SOLAR 23 AMENTI KOFFI, GLOBAL SECURITY E. SOLAIRE, ESACO INTL, SOLASOL, ATODES, RYMES.

- les groupes cibles bénéficiaires adhèrent au projet, mais les promesses tardent à se réaliser notamment le système de micro-financement. Les quantités de foyers améliorés et de lampes prévues sont largement en dessous des besoins à satisfaire.
- les mécanismes d'accompagnement financiers basés sur le système conventionnel de micro-finance restent inappropriés en raison des taux trop élevés des structures de la place. L'alternative trouvée par l'ONG JVE, à savoir les caisses communautaires villageoises, ne sera davantage opérationnelle que si des subventions ou des exonérations de l'Etat et/ou

des partenaires techniques et financiers sont accordées sur les coûts d'acquisition des équipements.

- le retard dans l'appropriation du processus de production des équipements au niveau de l'ONG JVE.
- les ressources financières mobilisées ou allouées sont très inférieures aux besoins réels pour la bonne exécution des activités retenues.
- la vulgarisation des cuiseurs solaires n'est pas appropriée compte tenu du contexte socioculturel et géographique.
- l'implication des acteurs techniques dans le processus décisionnel du projet est faible en raison de l'absence d'un comité de pilotage formellement mise en place et élargi aux partenaires principaux.

Il ressort des avis des femmes des groupements de Vo, que les cuiseurs solaires ne répondent pas à leurs besoins. Elles n'arrivent pas à l'utiliser pour la cuisson des aliments de base. Elles éprouvent également des difficultés mineures dans le déplacement des lampes solaires par rapport à leurs formats. Les équipements sont plus ou moins disponibles mais difficilement accessibles par les groupements en raison du prix un peu élevé par rapport au niveau du pouvoir d'achat dans le milieu (revenu pratiquement inexistant).

3.7. Collaboration entre partenaires

Le degré de participation des parties prenantes et des partenaires locaux s'apprécie à travers le nombre d'activités auxquelles ils ont pris part et l'évaluation qu'ils font de leur implication dans les interventions de l'ONG JVE.

Au niveau de l'efficacité de la participation des parties prenantes et des partenaires locaux, l'équipe de projet juge efficace la participation des groupements de femmes, des ONG partenaires dans la préfecture de Vo, de la Radio citadelle, des directions préfectorales de l'environnement et des affaires sociales. Ceux-ci apprécient également positivement le partenariat dans le cadre dudit projet, qu'ils qualifient d'efficace, fructueux et franc.



Planche 2 : Echange entre le Directeur du Cabinet du MERF et le Directeur Exécutif de l'ONG JVE (a), officiels participant aux cérémonies d'ouverture de la FEEL 2 (b).

L'implication des acteurs de l'administration centrale (environnement, énergie, affaires sociales) est aussi efficace comme en témoigne la présence de leurs représentants aux différents événements organisés par l'ONG JVE.

L'efficacité est également de mise au niveau du partenariat avec les structures de fourniture d'équipements solaires ou de foyers améliorés : SYTAP-Afrique au Togo, CB Energie au Burkina Faso et un privé au Bénin.

La contribution de NNV a été très appréciable lors du montage et de la mobilisation des ressources financières pour le projet. Dans la phase d'exécution cette contribution s'est limitée au suivi périodique avec des visites de terrain. La communication entre JVE et NNV est parfaite, elle se fait à travers les mails, l'envoi des rapports d'activités et des rapports financiers ainsi que des rencontres d'échanges.

Même si les fournisseurs d'équipements donnent satisfaction au niveau de la qualité et des spécificités, il n'en demeure pas moins que les problèmes de satisfaction de la demande ne viennent freiner l'évolution de l'exécution des activités. Tel est le cas de SYTAP-Afrique qui n'arrive pas à approvisionner suffisamment en quantité l'ONG JVE au niveau des équipements de foyers améliorés.

3.8. Affermissement institutionnel

L'ONG JVE a affecté neuf employés sur le projet pour l'animation de la coordination technique. Ce projet a permis d'assurer la rémunération partielle de certains de ses employés et autres frais de fonctionnement de l'ONG JVE.

Au niveau logistique, de nouvelles unités de micro-ordinateurs sont venues renforcer le parc informatique de l'organisation.

Le projet à travers ces activités contribue davantage à la visibilité de l'ONG et au renforcement de la crédibilité et de l'image de l'organisation comme en témoignent les avis des acteurs nationaux et locaux en charge de l'environnement, de l'énergie et de la communication (certains directeurs régionaux et préfectoraux de l'environnement et journalistes) et le nombre de visiteurs enregistrés au niveau du bureau de Lomé et à l'antenne de Vo.

Les émissions radiophoniques et audio-visuelles sur les antennes nationales, privées ou rurales (TV2, radio Citadelle, la Voix de l'Oti) ont permis de faire connaître davantage l'ONG et les activités qu'elle mène.



Planche 3 : Réalisation d'une émission audio-visuelle

La mise en œuvre de ce projet permet à l'ONG JVE de consolider son système de fonctionnement, de professionnaliser son approche d'intervention et d'être plus visible sur la scène nationale, régionale et internationale : organisation de deux foires internationales sur les énergies vertes avec la participation des représentants de l'administration publique du Togo, du secteur privé (sociétés de montage et de distribution des équipements solaires), les ONG partenaires, experts en énergie, les groupements de femmes, des artistes de la chanson, des journalistes et le public.

Enfin, l'appui de NNV apparaît clairement dans le document de contrat notamment au point 4. de la page 4, du 10 juin 2009. Le niveau d'apport complémentaire en matière d'expertise se situe à deux niveaux : d'abord lors du montage du document de projet et de la mobilisation des ressources financières puis dans le cadre de l'exécution du projet notamment en matière de suivi et de partage d'expertise sur les techniques d'utilisation d'énergie renouvelable (type de lampes solaires).

Malgré, ces résultats un peu luisants, le professionnalisme tarde à prendre corps dans les interventions de JVE en raison :

- *des improvisations au niveau de certaines actions comme le révèle le rapport de 2009 sur le nombre d'activités réalisées mais non prévues par le planning de l'année ;*
- *de l'instabilité du personnel ;*
- *faible niveau des rémunérations en raison de la ligne budgétaire prévue, 400 000FCFA par mois pour l'ensemble de l'équipe de projet au cours de l'année 2010 ;*
- *des affectations à certains postes sans prendre en compte les compétences, les aptitudes et les expériences des personnes.*

3.9. Durabilité : potentialités et blocages

La mission constate plusieurs facteurs qui contribuent à favoriser la pérennité des acquis et effets du projet dont notamment :

- la prise de conscience des populations sur les difficultés d'accès à la biomasse énergie et les impacts sur les ressources forestières et le climat ;
- la prise de conscience des populations sur le bien fondé de la désinfection préalable de l'eau de boisson afin de se prémunir des maladies hydriques courantes ;
- la prise de conscience de certains parlementaires sur les difficultés d'accès à la biomasse énergie et les impacts sur les ressources forestières et le climat ;
- l'adhésion des partenaires locaux au projet ;
- l'acceptation des types de lampes proposées ;
- l'existence de compétences internes à l'organisation ;
- la maîtrise des outils de gestion des caisses villageoises ;
- l'évolution positive de la position des autorités nationales marquée par les actions de prospection des pistes de valorisation des biocombustibles, biogaz et biomasse énergie au Togo (études en cours au niveau du ministère en charge de l'énergie) et le document élaboré par le MERF et la FAO « Programme d'appui à la maîtrise des énergies traditionnelles et de promotion des énergies renouvelables au Togo » en 2008 ;

La mission est toutefois d'avis que d'importants facteurs de blocage nuisent ou pourraient nuire considérablement à la pérennité des acquis du projet. Les facteurs de blocage identifiés sont, entre autres :

- l'instabilité du personnel du projet, trois employés au moins ont déjà quitté leur poste, en raison essentiellement du faible niveau de rémunération ;

- les problèmes socio-culturel, démographique et climatique qui ne favorisent pas l'utilisation des cuiseurs solaires dans un milieu où les familles sont de grande taille, le ciel n'est pas toujours dégagé pour assurer un rayonnement solaire régulier et suffisant, des paradigmes propres au milieu « tant qu'il y aura un arbre debout, l'Homme vivra » ;
- la lente amélioration du pouvoir d'achat de la population rurale comparativement aux coûts des lampes jugés toujours trop élevés par les bénéficiaires ;
- le retard dans l'appropriation des techniques de production des lampes et des fourneaux améliorés avec comme corolaire la dépendance en approvisionnement vis-à-vis des acteurs extérieurs ;
- l'inexistence d'un cadre institutionnel au niveau national ;
- l'inexistence d'un cadre politique, stratégique et juridique de promotion des énergies renouvelables ;
- le problème des taxes douanières sur les équipements avec comme conséquence des coûts de revient très élevés ;
- les difficultés d'accès aux équipements au niveau local ;
- non adhésion des populations à l'utilisation des cuiseurs solaires.

La pérennité du projet exige également l'écoute des autres parties prenantes. Ainsi certains acteurs ont-ils voulu exprimer leur point de vue sur le projet aux fins d'amélioration de la poursuite dudit projet.

Tableau 6 : Synthèse de la réaction des acteurs

Catégories d'acteurs	Réaction des acteurs
<p>Groupe des femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ satisfaction dans l'utilisation des lampes solaires et des foyers améliorés ; ▪ les équipements solaires sont bénéfiques ; ▪ coût très élevé des équipements ; ▪ difficultés dans la manipulation des lampes solaires ; ▪ amélioration du bien être à travers le projet ; ▪ révision à la baisse du coût des équipements solaires ; ▪ cuiseurs solaires non adaptés aux besoins de la cible ; ▪ initier les groupements eux-mêmes à faire des pépinières pour la régénération du sol ; ▪ aider financièrement les groupements à entreprendre de petits commerce ; ▪ aider les groupements à avoir des forages ; ▪ ajouter aux lampes solaires les panneaux solaires gage de développement des localités rurales ; ▪ aider les groupements à trouver des groupes motopompes pour le jardinage ; ▪ soutenir les groupements à pouvoir pérenniser les activités du projet ; ▪ impliquer l'Etat pour qu'il subventionne les activités de JVE.
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DE se supplante parfois au CA ; ▪ les activités ne sont pas planifiées ; ▪ trop d'improvisations ; ▪ non respect du timing ; ▪ insuffisante implication du CA dans l'élaboration des programmes et projets ; ▪ le CA n'est pas informé à temps ; ▪ les décisions du CA sont plus ou moins appliquées ; ▪ le CA et le CC n'ont pas de mécanisme propre pour vérifier la mise en applications de leurs décisions ; ▪ les AG sont régulièrement organisées ; ▪ excellente relation avec les services étatiques (ministères) ; ▪ relation JVE et les autres réseaux en matière d'environnement est plus ou moins acceptable ; ▪ les activités initiées et conduites par l'ONG lui permettent de bien se positionner sur la scène nationale et internationale ; ▪ l'organigramme est flou et mérite une amélioration afin d'éviter les conflits de compétences ; ▪ le personnel actuel n'est pas assez outillé sur les techniques de gestion administrative ;

Catégories d'acteurs	Réaction des acteurs
<p>Membre des organes de contrôle/CA</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ nécessité de rédaction des statuts de JVE international ; ▪ exiger une gestion rigoureuse du personnel ; ▪ avoir un vrai DAF très compétent ; ▪ distinguer le comptable du caissier ; ▪ le CA et le CC n'assument pas normalement leur mission ; ▪ manque de planification stratégique sur une période d'au moins 5 ans ; ▪ sous estimation des compétences dans l'élaboration des projets ; ▪ non prise en compte des réalités du terrain dans l'élaboration du budget ; ▪ embrasser moins les activités ; ▪ mieux clarifier les programmes ; ▪ renforcer les capacités des membres de gestion du projet (équipe technique)
<p>Partenaires locaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ connaissance du projet par des partenaires locaux ; ▪ le projet peut contribuer réellement à la réduction de la déforestation ; ▪ forte implication des partenaires ; ▪ satisfaction des partenaires par rapport à leur implication ; ▪ les solutions proposées par le projet sont adaptées aux besoins des populations ; ▪ projet viable et suit son cours normal ; ▪ les équipements sont économiques ; ▪ suivi régulier ; ▪ extension du projet à d'autres localités ; ▪ renforcer l'équipe de projet par l'intégration des personnes ressources ; ▪ faire approprier le projet par la cible ; ▪ Initier les petits artisans dans la fabrication et la réparation des équipements solaires ; ▪ organisation des émissions radiophoniques ; ▪ Initier des animateurs d'émission ; ▪ formaliser le contrat entre JVE et la radio citadelle ; ▪ associer les médias partenaires de l'intérieur ;
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ tous les membres présents actuellement n'ont pas tous participé à l'élaboration du projet ; ▪ maîtrise partielle du projet ; ▪ chaque membre de l'équipe de projet maîtrise le planning de l'activité qu'il gère ; ▪ l'outil de gestion du projet en cours est moyennement maîtrisé ; ▪ insuffisance en matière de technique de gestion de projet ;

Catégories d'acteurs	Réaction des acteurs
Equipe de projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ la production des rapports n'est pas maîtrisée ; ▪ les compétences réunies peuvent permettre la réussite du projet ; ▪ la coordination du projet est plus ou moins acceptable ; ▪ amélioration des indemnités et rémunération ; ▪ besoin d'améliorer la gestion des fonds ; ▪ mise à contribution de l'Etat par une subvention ; ▪ acquisition de l'expérience ; ▪ les difficultés de coordination par insuffisance de communication ; ▪ l'absence de cadre logique dans la structure du projet ; ▪ l'inadéquation du calendrier dans l'exécution des activités ; ▪ l'inadaptation du budget à la réalité du terrain, ce qui fait que beaucoup d'activités ne sont pas réalisées ; ▪ la cherté des intrants dans la confection des lampes et des foyers améliorés fait que l'objectif en termes de quantité ne peut plus être atteint; ▪ confusion dans l'exécution des activités du projet Centre de Ressources et d'autres activités ; ▪ bon partenariat entre JVE et autres ONG nationales et internationales; ▪ renforcement du lien de JVE avec ses groupes cibles ; ▪ visibilité de JVE au plan national et international ; ▪ découverte d'autres sources d'énergie pour la population togolaise ; ▪ percée de JVE dans le domaine des énergies renouvelables ; ▪ les opportunités de collaboration JVE avec les sociétés qui vendent les équipements solaires.
NNV	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les relations de partenariat amorcées depuis 2004 sont bonnes ; ▪ NNV apporte son appui à travers la conception du projet, à partir de 2009, puis l'élaboration du plan du projet et des plans de travail annuels et enfin au cours de la mise en œuvre et le suivi à travers les visites des sites du projet au Togo ; ▪ les fonds mobilisés sont suffisants pour l'atteinte des objectifs du projet, ▪ l'introduction des foyers améliorés, des lampes solaires et la technique SODIS (la désinfection d'eau exposé au soleil dans les bouteilles en plastique) paraît avoir répondu à un vrai besoin des communautés. ▪ les cuiseurs solaires (une boîte du carbone couverte avec le papier d'aluminium à l'intérieur) est le seul matériel présenté aux communautés par JVE, ceci paraît difficile pour les communautés car cela ne leur permet pas de faire un plein usage. Sur ce plan la demande est là et les cuisinières peuvent couvrir un vrai besoin. ▪ les coûts des nouveaux équipements proposés paraissent trop chers par rapport au pouvoir d'achat de ces communautés bénéficiaires. Mais, « nous ne sommes pas tout à fait sûrs que JVE ait trouvé un bon équilibre entre le vrai prix et un prix accessible à la majorité de la population comparativement à leur pouvoir d'achat. Notre proposition faite à JVE est qu'à long

Catégories d'acteurs	Réaction des acteurs
	<p>terme, c'est meilleur de ne pas trop subventionner le prix, parce que cette option n'est pas pérenne/durable ».</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le projet évolue bien. ▪ la seule principale nouvelle orientation proposée est que JVE consent à mettre moins d'accent sur les cuiseurs solaires et à se concentrer davantage sur l'amélioration des techniques de production de charbon de bois et à valoriser les partenariats avec les groupements de femmes et le SYTREBACT. ▪ comparativement aux ressources disponibles limitées à JVE et la courte durée d'exécution, les résultats paraissent très promettant. Avec les expériences pratiques de JVE sur le terrain, la coopération qu'elle développe avec SYTREBACT et ses bonnes relations avec les structures gouvernementales, il est évident que les effets à long terme seront significatifs. ▪ la stratégie de la gestion est bonne. Cependant, plus de responsabilité pourrait être accordée à plusieurs employés et avec plus d'autonomie vis-à-vis du Directeur Exécutif. ▪ les ressources humaines de JVE auraient pu être utilisées autrement si plus de responsabilités avaient été accordées aux employés/si le Directeur exécutif déléguait une portion de son pouvoir de décision. Nombre de cadres employés font un travail formidable, ils sont bien outillés et ils sont très performants dans le cadre de leur mission avec les communautés, mais l'opportunité de faire plein usage de leurs potentialités ne leur est pas donnée. ▪ En général, satisfaction sur l'utilisation des ressources financières. Cependant, il y a eu de grands dépassements budgétaires dans les rapports définitifs. C'est un indicateur que le suivi n'a pas été bien fait. « Soit l'ONG JVE aurait dû rester dans la ligne budgétaire prévue ou soit mobiliser de nouvelles ressources avant de voir si une réaffectation était possible et alors décide si cela devrait être fait ». ▪ le rapport narratif est satisfaisant. Des informations sur les activités effectivement exécutées ont été fournies. Des explications ont été toujours données sur le pourquoi quelque chose n'a pas été fait, sur les résultats et contraintes et réflexions sur les leçons apprises. ▪ le rapport financier a été aussi satisfaisant et il n'y avait pas de réserves majeures. Généralement peu d'explications ont été données sur les dépassements de certaines lignes budgétaires. ▪ l'auditeur a, à deux reprises, présenté des chiffres qui n'ont pas été exacts ou logiques dans les rapports. ▪ la transmission des rapports a été souvent plusieurs fois différée. ▪ la communication a été faite largement avec le Directeur. Cependant, l'année dernière quelque changement a eu lieu, des échanges ont eu lieu directement avec d'autres employés. En général, la communication a été fructueuse, stimulante et enrichissante. Mais quelquefois, il a été difficile d'obtenir une réponse appropriée aux questions posées. Très souvent lorsqu'une réponse est promise pour un délai précis, elle a été toujours considérablement différé et sans explication. ▪ les résultats obtenus sont encourageants et il est évident que les objectifs du projet seront atteints. ▪ la vision du projet, l'approche et la conduite sont bonnes, aussi pour le futur.

Conclusions et recommandations

La mission est d'avis que les résultats obtenus du projet en date de la mission d'évaluation prédisposent à l'atteinte de l'objectif immédiat tel qu'énoncé dans le document de projet malgré le retard constaté. Des efforts ont été consentis par l'équipe de projet pour garantir la réussite du projet.

Mais beaucoup reste à faire pour l'atteinte de l'objectif global du projet.

Ainsi, les recommandations ci-après sont proposées :

Document de projet :

- Annexer au document de planning du projet un cadre logique détaillé et un plan de travail annuel (PTA) avec des indicateurs objectivement vérifiables pour chaque activités ou sous-activités ;
- Traduire les documents de l'anglais en français pour faciliter la mission de la majorité des intervenants qui n'ont pour langue de travail que le français ;

Gestion et supervision du projet :

- Mettre en place un comité de pilotage formel élargi aux principaux partenaires (cinq personnes : deux du CA, une du MERF, une du MME, une d'une ONG partenaire) et recomposer l'équipe technique de projet ;
- Responsabiliser davantage les membres de l'équipe en octroyant plus d'autonomie dans la gestion des dossiers qui leur sont confiés ;
- Réduire les dépassements budgétaires ;
- Instituer un régime de contrat clair à durée déterminée conformément au programme du projet et avec des rémunérations conséquentes les membres de l'équipe technique ;
- Organiser une formation sur la maîtrise des outils de gestion de projet et de suivi-évaluation au bénéfice des membres de l'équipe de projet ;

Assistance technique et financière :

- Augmenter les lignes budgétaires des activités qui seront retenues après une refonde des principales composantes du projet ;
- Renforcer les capacités de l'équipe de projet en :
 - équipements de bureau par l'acquisition de chaises plus ou moins confortables ;
 - moyens de déplacement par l'acquisition d'un véhicule à quatre roues (pickup) et de quatre motos adaptées au terrain ;

- les fournitures de bureau ;

Communication :

- Améliorer la communication au sein de l'équipe technique et surtout avec l'antenne ;
- Multiplier les réunions périodiques des membres de l'équipe de coordination technique ;
- Assurer une large diffusion des rapports (de mission et observations sur les rapports financiers et narratifs) de NNV au sein de l'équipe de projet ;
- Organiser des réunions en visioconférences avec les partenaires extérieurs en associant de temps à autres l'ensemble des membres de l'équipe technique ;
- Veiller à ce que les échanges de mails sur le projet soient faits en copie aux principaux responsables de la gestion du projet ;
- Instituer des séances d'échanges périodiques entre l'organe de supervision (futur comité de pilotage) et l'équipe technique du projet ;

Suivi-évaluation

- Adjoindre à l'équipe technique un chargé de suivi-évaluation en appui au Coordonnateur ;
- Instituer le monitoring protocol :

Références du projet/programme.....

Titre du projet/programme.....

Date :.....

Rapport intérimaire ou annuel.....(préciser la période)

Responsable.....

N°	OBJECTIFS	ACTIVITES	RESULTATS OBTENUS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	DIFFICULTES RENCONTREES
1						
2						
3						

- Améliorer la professionnalisation de la gestion du projet ;
- Respecter les délais de transmission des rapports financiers et d'activités ;
- L'auditeur devra s'efforcer à présenter des comptes exacts et au besoin exprimer clairement les irrégularités constatées ;

Partenariat extérieur

- Renforcer le partenariat entre l'ONG JVE et NNV puis avec d'autres partenaires afin de garantir la mobilisation de ressources suffisantes pour les activités prévues ;

Pérennité et répliquabilité

- Positionner davantage le projet dans une démarche de complémentarité et d'harmonisation des interventions au niveau régional et national ;
- Organiser des actions de plaidoyer pour l'adoption d'une politique et des mesures incitatives pour la promotion des énergies renouvelables surtout l'énergie solaire.

Annexes

Liste des documents consultés

F3E, le suivi d'un projet de développement, démarche, disposition, indicateurs ;
Novembre 2002.

ONG JVE, document de contrat entre l'ONG Jeunes Volontaires pour
l'Environnement (JVE) et Norges Naturvernforbund (NNV).

ONG JVE, les statuts et règlement intérieur, Décembre 2004.

ONG JVE, liste de contacts du personnel de JVE.

ONG JVE, liste des membres du Conseil d'Administration.

ONG JVE, liste du personnel de JVE antenne de VO et de TSIKO.

ONG JVE, liste nominative des branches locales de JVE-TOGO.

ONG JVE, manuel de procédures administratives, Novembre 2008.

ONG JVE, manuel de procédures comptables, Novembre 2008.

ONG JVE, organigramme du bureau de JVE international.

ONG JVE, planning de 2009.

ONG JVE, planning de 2010.

ONG JVE, rapport d'activité de 2009.

ONG JVE, rapport d'activités 2007-2008.

ONG JVE, rapport des activités du bureau exécutif de JVE second semestre
Avril-
Août 2007.

ONG JVE, situation des groupements solaires des femmes dans la préfecture de
VO en octobre 2010.

Zéphirin Diabré, Guide du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats.

Chronogramme d'intervention

N°	Aspect	Intervenants	Personnes à rencontrer	Calendrier	Observations
1.	Evaluation du projet Lancement du processus d'évaluation	DZOGBEDO Agbenyo AGBAKPE Kossi DJOBBO K. Soumanou KOMBATE T. Mme NOUSSOUGLO Akpéné	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur • Equipe du projet • Responsables des programmes 	Mercredi 13 octobre 2010	
2.	Evaluation du projet Collecte d'informations à Lomé	DZOGBEDO Agbenyo AGBAKPE Kossi DJOBBO K. Soumanou KOMBATE T. Mme NOUSSOUGLO Akpéné	<ul style="list-style-type: none"> • Equipe du projet • Membres du CA • Population cible lors des actions de sensibilisation et d'information 	Mardi 19 au Mercredi 20 octobre 2010	
3.	Diagnostic organisationnel Collecte d'informations à Lomé	DZOGBEDO Agbenyo KOMBATE T. Mme NOUSSOUGLO Akpéné	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur • Equipe du projet • Responsables des programmes • Membres du CA 	Mardi 19 à Vendredi 22 octobre 2010	
4.	Evaluation du projet Collecte d'informations à l'intérieur	DZOGBEDO Agbenyo AGBAKPE Kossi Mme NOUSSOUGLO Akpéné DJOBBO K. Soumanou KOMBATE T.	<ul style="list-style-type: none"> • Equipe du projet • Population cible lors des actions de sensibilisation et d'information 	Mardi 19 à Vendredi 22 octobre 2010	

		Agents du MERF			
5.	Evaluation du projet Visite sur le terrain à Vo	DZOGBEDO Agbenyo AGBAKPE Kossi DJOBOK. Soumanou KOMBATE T. Mme NOUSSOUGLO Akpéné	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes cibles bénéficiaires des équipements vulgarisés • Population cible lors des actions de sensibilisation et d'information 	Lundi 25 à mardi 26 octobre 2010	
6.	Evaluation du projet Diagnostic organisationnel Validation des informations recueillies	DZOGBEDO Agbenyo AGBAKPE Kossi DJOBOK. Soumanou KOMBATE T. Mme NOUSSOUGLO Akpéné	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur • Equipe du projet • Responsables des programmes 	Jeudi 28 octobre 2010	

LES ACTEURS RENCONTRES

N°	Date	Nom et prénoms	Responsabilité	Contact
Administration publique				
1.	27/10/2010	KOUDANOU Folly	Directeur Préfectorale de l'Environnement/Vo	910 13 90
2.		MIGBLOGNAN Kokou	Collaborateur/DPE/Vo	
3.	27/10/2010	ADJANONGLO Kodjo	Directeur Préfectorale des Affaires Sociales /Vo	933 98 60 / 333 10 31
Médias				
4.	27/10/2010	AGBATI Jean	Directeur radio rurale Citadelle /Vo	921 05 72 / 950 09 72
Organe D'administration/contrôle				
5.	22/10/2010	Yaovi Akpédzé VOULE	Président du CA	904 63 90
6.	19/11/2010	Adjo Kadjogbé AKOEGNON	SG et conseillère aux projets	930 53 31
Direction exécutive/JVE-togo				
7.	19/11/2010	ATARIGBE Moubinou	Directeur National Intérimaire	996 96 85
Equipe de gestion du projet antenne de Vogan				
8.	22/10/2010	ALOUKA Séna	Directeur Exécutif/coordonateur	921 67 40
9.		KAMETI-ATI Dodzi	Chef projet	913 48 21
10.		DJAMDO Kodjo Ayéto	Chargé du programme Ecologie et ..	934 56 80
11.		ONIPOH Justin Koffi	Chargé volet lampes solaires	935 51 20
12.		GUIDIHOUN Sénalé Mattia	Chargée volet foyers améliorés	987 87 48
13.		DARE Noufoh	Chargé de projet SODIS	931 70 88
Equipe de gestion du projet antenne de Vogan				
14.	27/10/2010	ZOTCHI Simone	Coordinatrice antenne de Vogan	915 96 37
15.		SESSOU Enyonam	Responsable marketing	081 95 79
16.		EKLOU Eyrarn	Secrétaire caissière	755 62 60
17.		BIOSSE A. Koffi	Animateur principal	821 88 48
18.		NUTSUDJE kodjo	chargé de la pépinière	957 66 55
Les groupements féminins/ VO				
19.	28/10/2010	KODJO-KADEVI Noubouli	Secrétaire/groupement AMENOUVEVE/Adédi-Kopé	741 74 48
20.		KPOMEGBE Afantodji	Secrétaire du groupement MILENOVISSI/Akatsan	031 01 93
21.		OFFISSA Adjovi	Présidente/groupementt	s/c 821 88 48

22.	02/11/2010	KOUMASSI Philomène	Présidente/groupement	s/c 821 88 48
23.		AYEMESSOU Messan	Présidente/groupement	s/c 821 88 48
24.		AMEDIN Akossiwa	Présidente/groupement	930 66 27
25.		DAKOU Sogbossi	Présidente/groupement	
26.		KODJO Yawa	Présidente/groupement	
27.		DAVOIN Akossiwa	Présidente/groupement	050 92 03
28.		NYANDAMA Afi	Présidente/groupement	